

L'hon. ROBERT WEIR: Il fut tenu des réunions, à la suite desquelles furent recueillies les signatures des adhérents. D'après le rapport reçu par le Bureau fédéral d'organisation des marchés, le projet a recueilli l'adhésion de 71 p. 100 des producteurs, représentant environ 80 p. 100 de la superficie occupée par la culture du tabac, et de la majorité des fabricants solvables de tabac séché à l'air chaud.

M. MOORE (Ontario): Le ministre a-t-il pris la peine de s'assurer du nombre de producteurs qui exploitent à bail des terres appartenant au syndicat représenté par le président du Bureau et de la proportion des producteurs qui possèdent leurs terres en propre. Je voudrais savoir aussi combien il existe de syndicats du genre de celui dans lequel le président est intéressé et quelle proportion de la superficie globale est aux mains du syndicat.

L'hon. ROBERT WEIR: D'après les renseignements dont je dispose, et que je tiendrais à vérifier, les propriétaires seuls ont voté.

M. MOORE (Ontario): On m'informe que plus de la moitié de la terre de cette région est aux mains des divers syndicats.

M. YOUNG: Le ministre a déclaré il y a un instant que des permis en blanc avaient été insérés dans les journaux, afin de permettre aux producteurs de vendre leur récolte cette année-là. C'est là une nouvelle forme de permis. Le ministre peut-il nous en communiquer un exemplaire?

L'hon. ROBERT WEIR: Je le ferai volontiers.

M. YOUNG: Le ministre en a-t-il un exemplaire par devers lui ce soir?

L'hon. ROBERT WEIR: Non.

M. DUFF: Apparemment le ministre s'attribue, ainsi qu'au Bureau de l'organisation du marché, le mérite d'avoir résolu le problème des pommes de terre. Je me permettrais de lui dire, dans les mots de la Bible, que "je n'ai jamais vu une si grande foi, pas même en Israël" que celle du ministre.

L'hon. ROBERT WEIR: L'honorable député me permettra-t-il de rectifier cette déclaration?

M. DUFF: Attendez que j'aie fini; ne vous excitez pas.

L'hon. ROBERT WEIR: Je pensais que l'honorable député aurait voulu s'assurer de l'exactitude de son assertion avant de continuer.

M. DUFF: Vous pourrez me corriger, si vous le pouvez, quand j'aurai fini et non pas pendant que je fais mes observations.

[M. Moore (Ontario).]

L'hon. M. MACKENZIE (Vancouver): C'est vous qui le rectifiez.

M. DUFF: Oui, pour l'instant. Si je l'ai bien compris le ministre a revendiqué le mérite d'avoir résolu le problème de la vente des pommes de terre dans les Provinces maritimes. Le ministre veut-il me dire pourquoi l'ex-président du Bureau d'organisation du marché a démissionné? Le ministre peut-il me dire, à moi humble citoyen canadien qui achète et vend des pommes de terre, que l'organisation formée par le Bureau, le ministre ou qui que ce soit, pour la vente des pommes de terre a réussi en Nouvelle-Ecosse, ou même au Nouveau-Brunswick ou dans l'île du Prince-Edouard? Ce n'est que du camouflage; on s'est fourvoyé, et plus vite le ministre le reconnaîtra mieux cela vaudra. Les pommes de terre se sont vendues, l'automne dernier, à raison de 8 cents le boisseau dans l'île du Prince-Edouard, parce que le Gouvernement s'est mêlé de changer le mode d'écoulement ordinaire. Moi qui expédie des pommes de terre aux Antilles, j'en ai acheté à raison de 25c. le sac, soit un boisseau et demi de pommes de terre mises en sac par le cultivateur après les avoir cueillies. On les vendait 25c. le sac sur wagons; voilà quel a été le résultat de la création de cette stupide et ridicule commission d'organisation du marché par le ministre de l'Agriculture et le Gouvernement.

Un DEPUTE: Combien vaut le sac?

M. DUFF: 7c. et la main-d'œuvre vaut 10c., ce qui laisse 8c. aux cultivateurs.

Un DEPUTE: C'est 8c. de plus qu'ils n'ont eu dans l'Ontario.

M. DUFF: Tant pis pour l'Ontario. Quand je suis entré à huit heures et demie, le ministre se vantait des bons résultats de ce Bureau. Laissez-moi vous dire jusqu'à quel point cette organisation du marché a été stupide en ce qui concerne la vente des pommes de terre. L'ex-président du Bureau, le Dr Barton, a eu l'intelligence de démissionner; il ne pouvait plus y tenir et il est parti. Qu'est-il arrivé? Quand le Bureau, ou le ministre ou d'autres se sont aperçus que le pauvre cultivateur de l'île du Prince-Edouard ne touchait que 8 c. le boisseau, ils ont voulu créer une organisation pour tromper les acheteurs de pommes de terre, en disant: "Il faut que vous vendiez les pommes de terre à tel prix et pas à moins." Ils fixèrent, par exemple, le prix 58 c. le sac à Halifax, et ils nommèrent un agent là-bas pour faire le tour, chaque matin, des marchands de pommes de terre en gros et leur donner l'ordre de ne pas vendre les pommes de terre moins de 58 c. le sac. Il arriva